

Immigration: Emmanuel Macron change de registre

À deux semaines du débat parlementaire, le chef de l'État installe ce sujet sensible dans l'agenda politique, quitte à braquer une partie de ses soutiens.

MARCELO WESFREID @mwesfreid

EXÉCUTIF C'est un sujet si sensible qu'il divise la macronie, de la majorité jusqu'aux plus proches conseillers du chef de l'État. « Sur l'immigration, il y a plusieurs lignes qui coexistent au sein même de la garde rapprochée du président, entre le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, son adjointe, Anne de Baysier, et le directeur de cabinet du président, Patrick Stzroda », glisse un habitué du palais. C'est dire si Emmanuel Macron a toujours pris soin d'avancer prudemment. Très prudemment.

En décembre 2018, au plus fort de la crise des « gilets jaunes », le chef de l'État hésite à en faire l'une des grandes questions soumises au débat national. Avant de renoncer devant les protestations de l'aile gauche de sa majorité. En a-t-il conçu des regrets ? À Saint-Brieuc, en avril dernier, alors que sonne l'heure du bilan, il s'étonne que les Français ne se soient pas exprimés sur les sujets de « politique migratoire », qui « montent partout dans les régions » et auxquels « nous devons répondre ».

« Regarder ce sujet en face »

C'est le début d'un virage. Il se cristallise en cette rentrée avec l'organisation d'un débat au Parlement, dans deux semaines. Lundi soir, le chef de l'État est descendu dans l'arène pour haranguer sa propre majorité. « Nous n'avons pas le droit de ne pas regarder ce sujet en face », a-t-il argumenté face aux parlementaires, dont de nombreux transfuges du PS. « En prétendant être humaniste, on est parfois trop laxiste », a-t-il poursuivi en ciblant particulièrement « la gauche » qui « n'a pas voulu regarder ce problème pendant des décennies ». D'où une hémorragie : « Les classes populaires ont (...) migré vers l'extrême droite, a analysé le président. On est comme les trois petits singes : on ne veut pas regarder. » L'immigration doit enfin figurer au menu du Conseil des ministres de mercredi.

En imposant l'immigration dans l'agenda public, Emmanuel Macron réinstalle son opposition fétiche entre progressistes et nationalistes, dans un remake de l'entre-deux-tours. Marine Le Pen n'a pas manqué de dénoncer une manœuvre « électoraliste », dans la perspective de 2022. Au gouvernement, on balaie la critique, en évoquant la situation sur le terrain. « Le nombre de migrants a été divisé par cinq en Europe depuis 2015, mais dans le même temps les

demandes d'asile ont augmenté de 50 % dans notre pays. Il y a là une asymétrie qui pose question », résume un ministre. Lequel note que les principales nationalités concernées sont « les Afghans, les Géorgiens, les Albanais, les Guinéens, les Ivoiriens. Or, en dehors des Afghans, on n'est pas face à des pays en guerre. Il y a donc des filières à l'œuvre... ».

Un an pile après l'adoption de la loi asile et immigration, pilotée par Gérard Collob, voilà donc le gouvernement tenté de revoir sa copie. « Il faut arrêter de se pincer le nez avec une pince à linge, glisse

un ministre influent. Le sujet est aussi important que l'économie et le social. »

« Emmanuel Macron est conscient que la France est en ce moment une sorte d'exception en Europe », décrypte un fidèle. « Le chef de l'État est marqué par ce qui se passe chez nos voisins, renchérit un proche. Quand on ne se confronte pas au sujet, on finit soit avec les populistes au pouvoir comme en Italie, soit avec l'extrême droite qui déstabilise tout l'échiquier politique comme en Allemagne. Quand la crainte s'installe, même s'il y a peu de migrants, on finit comme en Hongrie avec Viktor Orban. »

Un débat au Parlement, donc, mais pour quel débouché ? Une loi ? Des changements réglementaires ? Le gouvernement est des plus mystérieux. L'un de ses membres assure, sibyllin, que le chef de l'État a des « idées courageuses ». Un autre glisse : « Peut-être faut-il questionner le panier de soins de l'aide médicale d'urgence (AME). » Mais pas question de la supprimer intégralement. La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a d'ailleurs promis de faire remonter des chiffres plus précis pour « objectiver » le coût du dispositif. Une chose est sûre : le débat ne fait que commencer. ■

La question est de savoir si nous voulons être un parti bourgeois ou pas. Les bourgeois n'ont pas de problème avec l'immigration. Les classes populaires vivent avec. La gauche n'a pas voulu regarder ce problème pendant des décennies. Les classes populaires ont donc migré vers l'extrême droite.

EMMANUEL MACRON



Emmanuel Macron s'engage dans la campagne présidentielle. On a eu un débat sur l'immigration il y a quelques mois, me semble-t-il, à l'Assemblée nationale. Toutes les propositions que nous avons mises sur la table (...) ont été blackboulées par les députés. En marche!

MARINE LE PEN SUR BFMTV/RMC



Si on veut que le droit d'asile ait encore tout son sens, on ne peut pas accepter qu'il soit dévoyé et que la France soit le premier pays receveur de demandes d'asile avec des gens qui viennent par exemple d'Albanie ou de Géorgie, on voit bien qu'on n'est pas dans une demande d'asile caractéristique et légitime.

AUORE BERGÉ, DÉPUTÉE (LREM)



L'aile gauche de la majorité veut se faire entendre

Si on ne fait pas de realpolitik, on ne sera pas crédibles aux yeux des Français, compte tenu des flux migratoires à venir

AURELIEN TACHÉ, DÉPUTÉ LREM

MATHILDE SIRAUD @Mathilde_Sd

LE TEXTE était déjà prêt. Dès le lendemain de l'intervention offensive du chef de l'État sur l'immigration (lire ci-dessus), quinze députés macronistes ont publié une tribune pour défendre une « intégration réussie dans les territoires ». « Ne laissons pas le débat de l'immigration aux conservateurs et à la droite. Ne laissons pas dériver vers une palabre sécuritaire, protectionniste ou identitaire », mettent en garde les signataires.

Parmi eux, plusieurs députés, à l'image de Sonia Krimi, s'étaient déjà illustrés par leur farouche opposition à la loi asile et immigration, en 2018. Ils se sont depuis structurés au sein du « collectif social-démocrate », et ont peu goûté les mots du président de la République. « J'avais l'impression d'écouter non pas l'homme de la campagne présidentielle mais un responsable du Front national », s'indigne la députée LREM Delphine Bagarry, qui se dit « choquée » par le discours d'Emmanuel Macron. « Comment le président peut-il lier le sujet de

l'immigration à celui des demandeurs d'asile et du vote FN ? C'est un amalgame ! », poursuit l'élue des Alpes-de-Haute-Provence.

« Un discours vaguement sarkozyste, ça ne marche pas, abonde son collègue Jean-François Cesarini, député LREM du Vaucluse. Oui, il faut parler d'immigration, mais pas en reprenant les concepts de nos adversaires. Ayons une approche qualitative plutôt que quantitative. Dans certains villages désertés, l'immigration permet par exemple à des écoles de ne pas fermer. »

« Il n'a pas agité le chiffon rouge »

Les signataires de la tribune veulent un rendez-vous avec le président. Une partie d'entre eux ont publié un autre texte, mardi, afin de demander au gouvernement de ne pas remettre en cause l'aide médicale d'État (AME). Sujet que le président a d'ailleurs pris soin d'éviter, lundi soir, devant sa majorité. « Il n'a pas agité le chiffon rouge. Les députés étaient globalement plus rassurés que scandalisés, juge un membre du gouvernement, issu du PS. Moi-même je serais encore allé plus loin

dans le discours, j'aurais parlé des « bonnes âmes », des leçons de morale de ceux qui habitent dans les grandes villes. La théorie du grand remplacement est beaucoup plus partagée qu'on ne le pense. »

Au-delà de ces quelques voix minoritaires largement contenues, peu de contestataires se sont fait entendre. Même le député Aurélien Taché, venu de la gauche, affirme sa volonté de « coconstruire avec le gouvernement ». « Si on ne fait pas de realpolitik, on ne sera pas crédibles aux yeux des Français, compte tenu des flux migratoires à venir », concède l'élue macroniste du Val-d'Oise. « On a identifié entre vingt et trente députés sensibles, soit 10 % du groupe. Le président est prêt au sacrifice », détaille une source parlementaire.

Au sein du MoDem, quelques doutes ont surgi au cours de la réunion de groupe, mardi matin. « C'est pas possible, où va-t-on ? », s'est insurgé le député de Moselle Brahim Hammouche, selon un participant. « Je n'ai pas vu de grosses craintes, seulement des questionnements, relativise la députée Sarah El Hairy. On est très à l'aise avec le discours de vérité du

président de la République. » Son collègue Erwan Balanant n'a, lui, « pas ressenti de durcissement » dans le discours du chef de l'État.

Il faut dire que « l'exécutif a tout fait pour déminer le sujet en amont », selon un responsable. Emmanuel Macron avait déjà donné le ton lors d'une réception des commissaires aux lois, en avril. Ce qui nourrit l'espoir du député Raphaël Gauvain, qui pilote le groupe d'animation politique LREM sur l'immigration, de trouver des « solutions concrètes et intelligentes » dans le cadre du débat parlementaire. « C'est un sujet compliqué puisqu'il existe plusieurs sensibilités. Mais on ne peut pas se permettre de mettre la poussière sur le tapis », fait savoir l'élue de Saône-et-Loire.

Selon nos informations, un bureau exécutif du parti LREM sera consacré au débat sur l'immigration, la semaine prochaine, en présence des « ministres concernés par le dossier ». « L'objectif est de déterminer une position collective du mouvement sur l'immigration », annonce-t-on dans l'entourage du délégué général, Stanislas Guerini. ■